Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Washington, d'échec en échec

Par Atilio A. Boron
Mondialisation.ca, 01 mars 2019
atilioboron.com

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Guerre USA OTAN, Services de renseignements
Analyses: "Putsch" au Venezuela

Image : Couverture du livre « Comment faire tomber Maduro en trois jours », par George W. Bush et Barack Obama

Le week-end dernier a été terrible pour la Maison-Blanche et ses contremaîtres imprésentables au sud du Rio Bravo, le « Cartel » de Lima, comme on l'appelle à juste titre, étant donné le lien étroit que certains des gouvernements qui le composent entretiennent avec le trafic de drogue, notamment le Colombien et, avant López Obrador, celui de Peña Nieto au Mexique. Samedi, les stratèges américains ont décidé d'organiser, pour le 23 février, un concert avec certaines des célébrités consacrées par l'industrie de la musique Miamiane (*de Miami – NdT*). L'événement a attiré quelque 25 000 personnes, soit un dixième de ce qui était attendu, réparties hiérarchiquement en deux catégories clairement délimitées. Le secteur VIP où les présidents – Duque, Piñera, Abdo Benítez- ministres et dirigeants du cartel et, à deux cents mètres derrière (sic !) le reste de l'assistance (voir : https://www.laiguana.tv/articulos/438246-concierto-aid-live-fotos-tari...) L'organisateur et le financier de l'émission était le magnat britannique Richard Branson, un fraudeur fiscal et harceleur sexuel bien connu qui a engagé plusieurs chanteurs et groupes de droite dont Reymar Perdomo, « El Puma » Rodríguez, Chino, Ricardo Montaner, Diego Torres, Miguel Bosé, Maluma, Nacho, Luis Fonsi, Carlos Vives, Juan Luis Guerra, Juanes, Maná et Alejandro Sanz, qui se sont battus avec acharnement pour voir qui a remporté l'Oscar du meilleur larbin de l'empire.

Ce concert devait créer le climat nécessaire pour faciliter l'entrée de « l'aide humanitaire » préparée à Cúcuta par les Américains et leurs serviteurs du gouvernement colombien. Mais ce ne fut pas le cas, et pour plusieurs raisons. D'abord, parce que, comme l'a dit la Croix-Rouge, ce type d'aide ne peut être envoyé et soigneusement contrôlé (ce qui n'a d'ailleurs pas été fait) que si le gouvernement du pays qui va recevoir le fret le demande. Le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Gutérrez, a dit la même chose. Et, d'autre part, parce que le gouvernement bolivarien ne l'a pas fait parce qu'il savait très bien que les Etats-Unis utilisent cette « aide » pour introduire des espions, des agents infiltrés déguisés en médecins et des assistants sociaux et paramilitaires sur le territoire de ses ennemis et, bien sûr, il n'allait pas donner son consentement à cette mesure. En outre, si la Maison-Blanche avait un intérêt réel à offrir une aide pour alléger les souffrances de la population vénézuélienne, elle aurait entre les mains une solution beaucoup plus simple et efficace : lever les sanctions avec lesquelles elle opprime la République bolivarienne du Venezuela ; ou d'abolir le veto qu'elle oppose aux relations commerciales internationales ; ou restituer les énormes avoirs confisqués aux entreprises publiques de ce pays, dans un acte qui ne peut être qualifié que de vol, par décision du gouvernement de Donald Trump ou des autorités comme celles de la Banque d'Angleterre qui se sont appropriées l'or du Venezuela

déposé en son trésor évalué à un montant supérieur à 1,7 milliards de dollars.

La réaction enragée de la droite à l'échec de l'opération « aide humanitaire » fut énorme. Le narco-président Ivan Duque lui-même a salué du haut du pont international les gangs de criminels engagés pour produire des excès pendant qu'ils préparaient leurs cocktails Molotov et huilaient leurs armes. Quand, face à la résistance ferme des civils et des soldats bolivariens, l'échec de l'opération américaine a été consommé, le *lumpenaje*, protégé par la Police nationale colombienne, a pris le pont d'assaut et a procédé à l'incendie des camions qui apportaient « l'aide humanitaire ». Comme prévu, la presse a accusé le gouvernement vénézuélien : il y a les photos publiées par la canaille des médias du monde entier avec l'épigraphe correspondante diabolisant la barbarie Chavista et cachant les vrais responsables de cette barbarie (voir https://youtu.be/fxTDm11_rmE). Pendant ce temps, en parfaite coordination, les occupants d'un véhicule blindé de la police bolivarienne attaquaient les clôtures du pont pour faciliter la désertion « spontanée » de trois policiers demandeurs d'asile dans une Colombie calme et prospère.

La presse, cependant, ne dit rien sur les « metteurs en scène » attentifs qui, du côté colombien du pont, indiquaient aux déserteurs comment ils devaient agir, où entrer, quoi dire et criaient « *Levez votre arme, levez votre arme* » pour qu'il soit évident qu'il s'agissait de policiers ou de militaires bolivariens qui fuyaient « la dictature de Maduro ». Tout cela est documenté de manière catégorique dans une vidéo que, bien sûr, la « presse sérieuse » a pris grand soin de diffuser. (voir https://twitter.com/OrlenysOV/status/1099505029663412224?s=19)

Bref, un énorme et contagieuse fiasco diplomatique qui, à la honte de la troupe commandée par Trump, ne sera que le prélude à un autre encore pire.

Il s'agit de la réunion très médiatisée du cartel de Lima à Bogota, qui, à son éternel déshonneur, a été présidée par le vice-président des États-Unis, Mike Pence, de sorte que le caractère patriotique et démocratique de l'opposition vénézuélienne est bien établi. Le vice-président de Trump est arrivé à Bogota pour rencontrer un groupe de commandants en second, ce qui témoigne pathétiquement du déclin vertigineux de la puissance américaine, autrefois énorme, dans la région. En d'autres temps, l'arrivée d'un émissaire au plus haut niveau de la Maison-Blanche aurait déclenché un « effet de troupeau » écrasant et, l'un après l'autre, les présidents néocoloniaux malfaisants se seraient précipités en masse pour donner le plus tôt possible le baiser officiel. Mais les temps ont changé, et Pence ne pouvait que serrer la main de son hôte discrédité et du bouffon comique du magnat new-yorkais Juan Guaidó, autoproclamé « Président en exercice ». Les autres étaient des gens de rang inférieur : des chanceliers et même des vice-chanceliers qui, avec les meilleurs visages de circonstance, écoutaient, avec une solennité feinte, la lecture du certificat de décès du plan du coup d'État américain et, presque certainement, du cartel de Lima lui-même, vu sa futilité avérée.

Le document, lu avec réticence et dans un climat déprimant, a tout remis à zéro et renvoyé la question dans le labyrinthe sans issue du Conseil de sécurité de l'ONU. Un gigantesque échec du gouvernement américain dans une région qu'un troglodyte du Nord appelait non seulement sa « cour arrière » mais sa « porte arrière ». Les délais de « sortie » de Maduro (d'abord fixés par Pedro Sánchez, de Madrid, puis réitérés par Trump, Pompeo, Pence, Bolton et tous les voyous qui s'abritent maintenant sous les ailes du président américain) se sont dissipés comme un brouillard vaporeux sous le soleil chaud des Caraïbes. De plus, face aux signes évidents du déclin du pouvoir impérial, les laquais néocoloniaux ont opté pour la

protection contre les catastrophes et, dans un geste inattendu, ont déclaré leur opposition à une intervention militaire au Venezuela. Les courageux guerriers du Sud avaient l'impression que, dans leur propre pays, une intervention gringo au Venezuela – même sous le couvert d'une opération de « forces conjointes » avec l'armée colombienne ou tout autre pays – serait impopulaire et leur coûterait cher sur le plan politique et ils ont choisi de sauver leur peau exposée et laisser Washington s'en charger.

Que peut faire Trump maintenant ? Victime de son verbiage et de la brutalité des gangsters tortueux qui le conseillent, va-t-il maintenant abattre la dernière carte, l'option militaire, celle qui était toujours sur la table ? Il est difficile pour un personnage comme lui d'admettre une défaite diplomatique et politique aussi impressionnante sans un geste violent, un coup de couteau habile. Par conséquent, cette possibilité ne devrait pas être exclue, même si je crois que la probabilité d'une invasion de type Santo Domingo 1965 ou Panama 1989 est très faible. Le Pentagone sait que le Venezuela n'est pas désarmé et qu'une incursion dans les terres de Bolívar et de Chávez ne sera pas la même chose que l'invasion de Grenade non armée en 1983 et ferait de nombreuses victimes chez les envahisseurs. Scénarios alternatifs : (a) provoquer des escarmouches ou effectuer des bombardements tactiques sur la longue et incontrôlable frontière entre la Colombie et le Venezuela ; (b) monter d'un cran et attaquer des objectifs militaires sur le territoire vénézuélien, défiant une riposte bolivarienne qui pourrait être très destructrice et même atteindre les bases que les États-Unis ont en Colombie ou celles de l'OTAN à Aruba et Curaçao ; ou (c) sacrifier Juan Guaidó, l'éliminer en raison de la futilité de toute cette manœuvre et blâmer le gouvernement bolivarien pour son assassinat.

Il s'agirait de créer un climat mondial de répudiation qui justifierait, avec l'aide de la presse malhonnête, une opération militaire de grande envergure. Bien sûr, ce serait une décision politiquement coûteuse parce que la crédibilité du gouvernement américain face à un tel événement est nulle. Si Washington a pu faire sauter le cuirassé Maine dans la baie de La Havane en 1898 (envoyant 254 marins à la mort) pour justifier la déclaration de guerre contre l'Espagne et garder Cuba ; Si pour entrer dans la Seconde Guerre mondiale, le président Franklin D. Roosevelt a pu permis à la marine impériale japonaise de » surprendre » Pearl Harbor en décembre 1941, tuant quelque 2500 marins et en blessant 1300 autres, qui pourrait croire que si quelque chose arrivait à Guaidó, ce que personne ne veut, le coupable pourrait être autre que le gouvernement américain lui-même ? Les prochains jours commenceront à révéler cette inconnue. La vérité, cependant, c'est que, pour l'instant, toute l'opération de coup d'État planifiée par les voyous de Washington est passée d'échec en échec.

Atilio Boron

Article original en anglais : Washington : De fracaso en fracaso.

Traduit par VD pour le Grand Soir.

La source originale de cet article est atilioboron.com
Copyright © Atilio A. Boron, atilioboron.com, 2019

Articles Par : Atilio A. Boron

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca